

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Tina !

- Social - Santé, Sécurité Sociale -

Date de mise en ligne : mardi 15 juillet 2003

Démocratie & Socialisme

Le gouvernement Chirac-Raffarin ment comme il respire. Comme Bush et Blair qui cherchent encore leurs armes de destruction massive dans l'Irak détruit. Ce gouvernement ultra-droite français nous assurera, demain, que pour combler les déficits de la Sécurité sociale, il n'y a pas d'alternative autre que de la privatiser, un peu, puis de plus en plus. C'était déjà le slogan préféré de Margaret Thatcher "Tina !" : "There is no alternative". Celui de Fillon : "Tina" sur les retraites... celui de Mattéi, "Tina" sur la Sécu...

Pourquoi ? parce que, pour augmenter la protection sociale, pour faire face aux besoins croissants en la matière, ils ne veulent absolument pas que le capital paie... Pas un sou pas un cent de plus-value en moins... Pas touche aux profits maximums, pas touche aux marges des actionnaires ! C'est aux salariés de payer.

La seule solution qu'ils connaissent, c'est de "baisser le coût du travail", c'est de baisser les cotisations sociales d'un côté, les impôts de l'autre..."Tina", vous répète-t-on...

Certains économistes pro-libéraux n'y sont pas allés de main morte : ils ont directement écrit des tribunes de presse où ils affirmaient qu'il "était illusoire de taxer le capital" essayant ainsi de fermer dogmatiquement la seule voie alternative. Comme si tout le monde ne savait pas que depuis quinze ans, la part des salaires avait reculé de 11 points par rapport à celle des profits. Et que toute redistribution sociale passe par le renversement de cette tendance.

Rocard, Delors et leurs proches, Maire et Chereque, pensent que "le capitalisme a gagné" et renoncent donc à ce renversement, passés de l'autre côté, ils soutiennent le hold-up programmé par la loi Fillon sur les retraites qui tente de faire passer ce recul à 12 ou 13 points.

Avec ce qu'ils préparent sur la Sécu, le hold-up passera à 13 ou 14 points... le rêve des "maîtres du monde et des porteurs de stocks option."

Le "trou de la Sécu", le gouvernement Raffarin-Mattéi l'a programmé dès qu'il a augmenté massivement les consultations des médecins. Et il le laisse filer depuis, car c'est son meilleur argument pour s'attaquer au principe même de la mutualisation des dépenses de santé. On va nous dire : "on ne peut pas tout payer" donc, on vous fournira un "panier de soins", et si vous avez besoin de plus, vous devrez vous assurer vous-mêmes. Assurances complémentaires, mutuelles devenues assurances selon des critères bruxellois, tout cela vous imposera des ponctions supplémentaires, sans garantie d'égalité dans les soins. Aux riches les belles cliniques et les check up préventifs réguliers. Aux pauvres, l'hôpital de secours aux dépenses drastiquement limitées.

C'était pareil sur les retraites : 40, 41, 42 annuités et pas de certitude d'avoir un taux plein sauf pour ceux qui pourront mettre de côté pour eux-mêmes. L'individualisme de ceux qui ont les moyens au détriment de la solidarité entre tous. Les fondements du système de protection sociale issu de 1945 seront détruits par une droite qui rêve de "corriger cette anomalie de trente ans" (ainsi que l'avait reconnu Juppé en 1995).

70 % des Français sont opposés à cette politique extrémiste ultra-droite de Chirac-Raffarin. 140 jours de conflit sociaux, 11 journées nationales de luttes dans l'éducation nationale, 9 journées nationales interprofessionnelles de grève, des millions de manifestants pendant des mois, 25 millions de jours de grève, se sont heurtés à un gouvernement obtus, sectaire, qui n'a même pas voulu négocier sérieusement avec une majorité écrasante des syndicats. On a eu l'un des plus grands mouvements sociaux depuis 36, 45, 68, 95, et les idéologues extrémistes mal élus (19 % des voix le 21 avril 2002...) qui dirigent la France aujourd'hui, l'ont ignoré et tentent de continuer à passer en force.

Mais la haine s'est creusée, légitimement. Un enseignant de 54 ans, qui avait commencé à travailler à 26 ans, la résumait ainsi "- Je suis vieux, mais ma haine est jeune, jusque-là je n'étais pas militant, je le suis devenu et je ne m'arrêtera pas, ils m'ont pris cinq ans de ma vie, de 60 à 65 ans, il va falloir que je bosse, et j'aurais 30 % de ma retraite en moins, je les récupérerai !".

Deux camps sont constitués, les salariés qui veulent une redistribution des richesses en leur faveur et les capitalistes qui en veulent "toujours plus" pour les 5 % de la population qui possèdent déjà 50 % du patrimoine. 61 % des Français disent maintenant qu'ils voient très bien la différence entre la gauche et la droite. Enseignants ou intermittents, électriciens ou postiers, public ou privé, tous ont des raisons profondes de "faire tout péter" contre ce gouvernement extrémiste.

"There is one alternative" : ce sont les salaires qu'il faut augmenter ! Salaires directs et salaires indirects, salaires distribués en temps réel et salaires différés. Le travail n'est pas un coût, il est d'abord ce qui crée toutes les richesses. Ce qui "coûte" cher c'est ce que le capital prend au travail : il prend trop, avant il se contentait de 5 % ensuite, il a voulu 10 % et maintenant il veut 15 %... Toute la bataille est là, le capital doit redonner, baisser ses exigences, les salaires nets et bruts doivent recevoir toute leur part. Qu'on ne nous dise pas "c'est illusoire", c'est réaliste et juste à la fois. Et si le mouvement social du printemps 2003 n'a pas suffi, par tous les moyens ensuite, il faudra faire reculer ce gouvernement et le Medef son âme damnée...

Les "cotisations sociales" ce ne sont pas des "charges" comme nous les présentent les affabulateurs libéraux, "c'est un bonheur", c'est la part du salaire mutualisée qui permet de faire face aux accidents de la vie, maladie, accident, chômage, et à l'éducation des enfants et à la retraite. On peut, on doit augmenter cette part de salaire mutualisée, et notamment la part patronale qui a baissé de 13,5 points depuis quinze ans. On peut et on doit augmenter les salaires directs également qui sont trop bas. C'est là qu'il y a le gisement pour améliorer - et non pas détruire - les retraites par répartition et une santé gratuite, égale pour toutes et tous...

Gérard Filoche, le 14 juillet 2003.